

CONSULTATION EN VUE DE LA CONCLUSION D'UN MARCHÉ D'ASSURANCES MULTIRISQUES

CAHIER DES CHARGES

Conditions particulières du marché

SECTION 1 – GENERALITES

1 – RENSEIGNEMENTS D'ORDRE GENERAL

Commission Syndicale de Gestion des Biens Indivis de VAGNEY, SAPOIS, BASSE-SUR-LE-RUPT, GERBAMONT et LE SYNDICAT (Vosges), instituée par arrêté préfectoral n° 804/86 du 06 juin 1986.

Nombre d'habitants au dernier recensement : 5 535 habitants sur son territoire.

1.1- Objet du marché :

La Commission Syndicale de Gestion des Biens Indivis est propriétaire et gestionnaire de trois immeubles détenus en indivision par les communes évoquées ci-dessus :

- l'Eglise SAINT-LAMBERT, construite au centre de la ville de VAGNEY, qui est un établissement recevant du public de 3^{ème} catégorie, mis à disposition de la Paroisse de VAGNEY ainsi qu'à la société Orange pour l'emplacement d'une antenne réseau mobile en vertu d'un contrat de bail ; cet édifice comprend notamment ses cloches (3), son orgue de tribune (buffet et partie instrumentale), ainsi qu'un paratonnerre.
- le presbytère sis à VAGNEY, rue Albert-Jacquemin et rue Robert-Claudel, composé de 4 logements loués, dont un à la paroisse, et d'une salle de réunions paroissiale ainsi que de trois garages attenants et des espaces verts alentours,
- le cimetière de VAGNEY, composé de trois parties, qui accueille les sépultures des habitants du territoire de la Commission Syndicale de Gestion des Biens Indivis.

Les deux premiers bâtiments évoqués ont fait l'objet de travaux de mise aux normes d'accessibilité dans le courant de l'année 2016 afin de respecter la réglementation en la matière. L'Eglise a par ailleurs fait l'objet de travaux de mise aux normes d'électricité en 2019 et aux normes de sécurité incendie en 2020.

Nombre d'agents : 1 chargé de mission, fonctionnaire titulaire employé à titre principal par la Commune de VAGNEY et agents techniques ponctuellement mis à disposition par la Commune de VAGNEY (heures refacturées par la Commune).

Nombre d'élus : 10 conseillers syndicaux, 2 représentants chaque commune propriétaire, dont :

- 1 Présidente ;
- 1 Vice-Présidente ;
- 8 conseillers syndicaux.

-Budget de fonctionnement de la Collectivité (Budget Primitif 2020) : 82 833,42 €

-Masse salariale (Compte Administratif 2019) :
Salaires : 604,57 € ;

Indemnités : 219,36 € (aucune à verser depuis 2020).
- Statistiques sinistralité : voir au sein du DCE, annexe n°2.

1.2- Statuts de la Commission (fiche annexe n°1)

2 – DISPOSITIONS GENERALES

2. 1 – Objet du marché

Marché d'assurances : la présente consultation a pour objet l'exécution des prestations d'assurances pour la Commission Syndicale de Gestion des Biens Indivis.

Lot Unique : dommages aux biens, responsabilité civile générale de la Commission, protection juridique de la collectivité.

Lieu d'exécution des prestations : 88120 VAGNEY.

Nomenclature applicable : classification CPV : 66515200-5 ; 66516000-0 ; 66513100-0.

Ce marché public de service est passé en procédure adaptée (article L. 2123-1 du code de la commande publique et article R. 2123-1 du même code).

2.2 – Pièces constitutives du marché

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des pièces suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (A.E.) ;
- le présent Cahier des Charges (C.C.) définissant le besoin ;
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) ;
- les annexes définissant précisément les garanties exigées ;
- le mémoire technique et tout document fourni par le candidat à l'appui de son offre définissant les garanties couvertes (conditions générales, etc ...) ;
- le Règlement de la Consultation (R.C) ;
- l'AAPC.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de la date limite de remise des offres. En particulier, est pris en considération le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) dans sa version en vigueur ou toute autre venant à s'y substituer, hormis les clauses contraires explicitement prévues au présent marché public.

2.3 – Modalités de détermination des prix

Les prix sont exprimés par une prime définie entre autres par la surface développée de l'ensemble des bâtiments syndicaux compris dans le présent marché suivant les annexes n°3 et n°4. Les franchises resteront fixes sur la durée du marché. Les prix sont définis et détaillés à la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

2.4 – Paiement – établissement des appels à cotisation

Le mode de règlement prévu est le virement avec mandatement. Le délai global de paiement applicable au présent marché est de trente jours à compter de la date de réception à la Commission Syndicale de la facture établie par le prestataire jusqu'à la date de règlement par le comptable public. Ce dernier joint, si nécessaire, toutes les pièces justificatives utiles. En cas de dépassement de ce délai, les intérêts moratoires seront calculés selon le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale

européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 5 points.
Les factures sont adressées pour une année complète.

Elles sont envoyées uniquement par voie électronique par le biais du portail « Chorus Pro » mis à disposition par la Direction Générale des Finances Publiques.
Elles pourront être accompagnées de renseignements supplémentaires définis ultérieurement (code service, référence du marché, etc ...).

La facture devra faire apparaître le détail des montants facturés pour chaque prestation individualisable ainsi que les décompositions spécifiques suivantes :

- pour les dommages aux biens, par bâtiment.

2.5 – Clauses résolutoires

Le présent marché est exécutoire pour une durée de 4 années du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2020. Le présent marché comporte une faculté de reconduction pour une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 décembre 2025.

Par dérogation à l'article R 113-10 du Code des Assurances, l'assureur ne pourra pas résilier le contrat après sinistre.

Le présent marché sera résilié de plein droit si l'une des parties, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet dans le mois qui suit, ne respectait pas une seule des obligations telles qu'elles sont définies dans les pièces contractuelles.

Le marché sera également résilié de plein droit :

- en cas de faillite du titulaire du marché, sauf si la Commission Syndicale accepte s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites par les créanciers pour la continuation de l'entreprise,
- en cas de redressement judiciaire, si le titulaire du marché n'est pas autorisé par le tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise,
- en cas d'interruption de l'exploitation du titulaire,
- pour toute autre cause de résiliation permise par le droit en vigueur en matière de contrats administratifs et notamment : force majeure, motif d'intérêt général, etc ...

2.6 – Tribunal compétent

En cas de litige lié à l'application du présent marché public, le Tribunal Administratif de NANCY est seul compétent.

Tribunal administratif de Nancy - 5 Place Carrière – 54000 NANCY

Téléphone : 03.83.17.43.43 - Télécopieur : 03.83.17.43.50 –

Courriel : greffe.ta-nancy@juradm.fr

Adresse Internet : http://www.ta-nancy.juradm.fr/ta/nancy/index_ta_co.shtml

SECTION 2 – DEFINITION DES PRESTATIONS

1 – ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS

1.1 – Détermination des dommages aux biens

Il revient à la Commission Syndicale de Gestion des Biens Indivis de s'assurer pour les risques suivants en sa qualité de propriétaire, étant précisé qu'aucun recours ne sera exercé contre les occupants :

- Incendie
- Evènements naturels
- Dommages électriques sur les bâtiments
- Dégâts des eaux
- Vol et vandalisme
- Bris de glaces
- Catastrophes naturelles.

1.2 – Expression du besoin :

- 1.2.1 risques concernés : voir article 1.1 ci-dessus.
- 1.2.2 Niveau de franchise souhaité : les plus favorables possibles.
- 1.2.3. Limites de garantie admises : les plus favorables possibles.

1.3 - Annexes :

- 1.3.1- Etat des sinistres (fiche annexe n° 2)
- 1.3.2- Compte-rendu de la dernière commission de sécurité de l'Eglise Saint-Lambert (fiche annexe n° 3)
- 1.3.3 – Etat du bâti à assurer (fiche annexe n°4)
- 1.3.4. – Etat des propriétés de la commission (fiche annexe n°5)

2 – ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE GENERALE ET DOMMAGES

2.1 – Détermination des besoins

Avec cette assurance, la Commission Syndicale de Gestion des Biens Indivis entend garantir :

- la responsabilité civile liée aux diverses activités exercées par la Commission (gestion de l'Eglise dans ses différentes fonctions, gestion locative et patrimoniale du Presbytère, gestion du cimetière, gestion du patrimoine dans sa globalité) et les dommages subis par les biens gérés par la commission
- les conséquences pécuniaires en raison des accidents subis par ses élus et agents mis à disposition par la Commune de VAGNEY
- la réparation des préjudices causés aux élus et aux agents (violences, outrages, menaces)

2.2 – Expression des besoins

2.2.1 Précisions sur la détermination du risque

La Commission Syndicale de Gestion des Biens Indivis déclare prêter son concours à plusieurs manifestations culturelles sans les organiser directement et sur agrément du prêtre desservant.

2.2.2 Niveau de franchise souhaité : la plus faible possible

2.2.3 Limites de garanties souhaitées : les plus favorables possibles

2.3- Etat des sinistres : voir fiche annexe n°2

3 – ASSURANCE PROTECTION JURIDIQUE

3.1 – Détermination des besoins :

Avec cette assurance, la Commission Syndicale de Gestion des Biens Indivis entend garantir la protection juridique du syndicat dans le cadre de ses missions décrites ci-dessus : défense amiable et judiciaire des intérêts de la collectivité, gestion du patrimoine dans sa globalité, suivi des instances, prise en charge des dommages et intérêts qui en découlent.

3.2 – Expression des besoins :

La Commission Syndicale de Gestion des Biens Indivis déclare :

- être assuré actuellement et jusqu'au 31 décembre 2020 en protection juridique.
- être amenée à envoyer ses agents ou ses élus en service ou en mission ponctuellement.

3.2.1 Niveau de franchise souhaité : le plus faible possible

3.2.2 Limites de garanties souhaitées : les plus favorables possibles

3.3 – Etat des sinistres : voir fiche annexe n°2.

SECTION 3 – LISTE DES ANNEXES

- Annexe n°1 : Statuts de la Commission Syndicale ;
- Annexe n°2 : Etat de sinistralité ;
- Annexe n°3 : Procès verbal de la dernière commission sécurité de l'Eglise ;
- Annexe n°4 : Etat du bâti à assurer.
- Annexe n°5 : Etat des propriétés de la commission.

Fait à VAGNEY, Le
La Président de la CSGBI,

Karine CLAUDE

Pour acceptation,

Le Candidat,